

Namibie

Après avoir accusé une contraction de 0.7 % en 2009 dans le sillage du ralentissement mondial, l'économie du pays a progressé de 4.2 % en 2010 grâce au vif rebond de ses activités minières. À moyen terme, la Namibie doit trouver le juste équilibre entre une politique de soutien à la croissance et une politique budgétaire durable, tout en maintenant l'ancrage du dollar namibien avec le rand sud-africain.

La situation économique et sociale de la Namibie est obscurcie par d'énormes défis structurels, notamment un chômage élevé, la forte dépendance du pays à l'égard de quelques produits miniers, et l'insuffisance des infrastructures hydrauliques et énergétiques, qui limite le potentiel de croissance.

Les partenaires émergents, et plus particulièrement la Chine, jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie namibienne. L'enjeu est d'impliquer les nouveaux partenaires de manière ciblée pour profiter au mieux des solides liens commerciaux noués avec eux et d'intégrer leur aide au développement dans les programmes de développement national et régional à long terme.

L'économie namibienne a progressé de 4.2 % en 2010, alors qu'elle s'était contractée de 0.7 % en 2009. La croissance a été principalement tirée par une reprise rapide des activités d'extraction de diamant et d'uranium, ainsi que par l'élargissement du crédit. La reprise soutenue de la demande mondiale en produits miniers devrait permettre à la Namibie de maintenir la croissance de son PIB, qui devrait se monter à 4.8 % en 2011 et se tasser à 4.6 % en 2012.

La production minière est bien répartie grâce à la reprise de la demande mondiale, de même que la production agricole, favorisée par de bonnes conditions climatiques. L'industrie manufacturière a non seulement résisté au ralentissement mondial, mais elle a même progressé en 2010. Pour autant, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) s'est contracté en 2010, en raison principalement de l'effondrement des chantiers de logements qui ont entraîné le resserrement du crédit et le fort endettement des ménages.

La Namibie a articulé de rigoureuses politiques monétaires et budgétaires anticycliques afin de protéger l'économie des effets du ralentissement économique mondial. Les mesures de relance budgétaires conjuguées à une forte baisse des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), dont la Namibie est l'un des cinq membres, pourraient creuser un déficit budgétaire équivalant à 2.3 % du PIB pour l'exercice 2010/11. Grâce à une gestion budgétaire prudente pendant les années précédant immédiatement la récession (2005-08), le niveau d'endettement public est resté modéré. En 2009/10, la dette totale s'est établie à 15.1 % du PIB (10.9 % d'emprunts intérieurs et 4.2 % d'emprunts étrangers). La Banque de Namibie a répondu à la crise en réduisant le taux des prises en pension de 450 points de base entre décembre 2008 et décembre 2010, le ramenant à 6 %. Le ralentissement de la demande intérieure, la faible part d'inflation importée (principalement d'Afrique du Sud), et la solidité de la monnaie ont permis d'abaisser l'inflation à 4.5 % en 2010, contre 8.7 % en 2009. L'inflation devrait s'établir aux alentours de 6.1 % en 2011 puis de 5.5 % en 2012. À moyen terme, le principal défi pour la Namibie restera de trouver le juste équilibre entre une politique de soutien à la croissance et une politique budgétaire soutenable, tout en maintenant l'ancrage du dollar namibien avec le rand sud-africain.

Le contexte économique et social de la Namibie est aliéné par d'énormes difficultés structurelles, notamment un chômage élevé, la forte dépendance du pays à l'égard de quelques produits miniers et l'insuffisance des infrastructures hydrauliques et énergétiques, qui limite le potentiel de croissance. La qualité des services publics s'est globalement améliorée, mais le pays doit engager davantage d'efforts pour améliorer la qualité et la couverture des services de base, notamment dans les zones rurales. Le développement des ressources humaines reste l'un des investissements les plus importants à long terme pour assurer une croissance économique durable qui puisse bénéficier à la majorité de la population.

Le parti au pouvoir, la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-ouest africain), doit redoubler d'efforts dans sa lutte contre la pauvreté et les inégalités, sur fond de chômage extrêmement élevé, afin de maintenir la stabilité sociale et politique du pays. L'État devra par ailleurs prévenir toute détérioration du contexte politique lors des futures joutes électorales.

La Chine, l'Inde et la Russie sont les trois principaux partenaires économiques émergents de la Namibie. Les partenariats économiques avec les pays émergents peuvent contribuer à une coopération bilatérale plus favorable que celle avec les partenaires traditionnels, et bénéficier, même de façon limitée, à l'économie locale grâce à la création d'emplois, à la diversification de l'économie et aux transferts de technologies.

Le principal défi est de négocier des conditions avantageuses pour que le pays bénéficie pleinement du développement des échanges, et que le soutien ainsi reçu s'intègre dans le programme de développement national et régional à long terme du pays.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	-0.7	4.2	4.8	4.6
Inflation IPC	8.7	4.5	6.1	5.5
Balance budgétaire % PIB	2.1	-3	-2.3	-1.1
Balance courante % PIB	1.5	-2.9	-3.5	-3

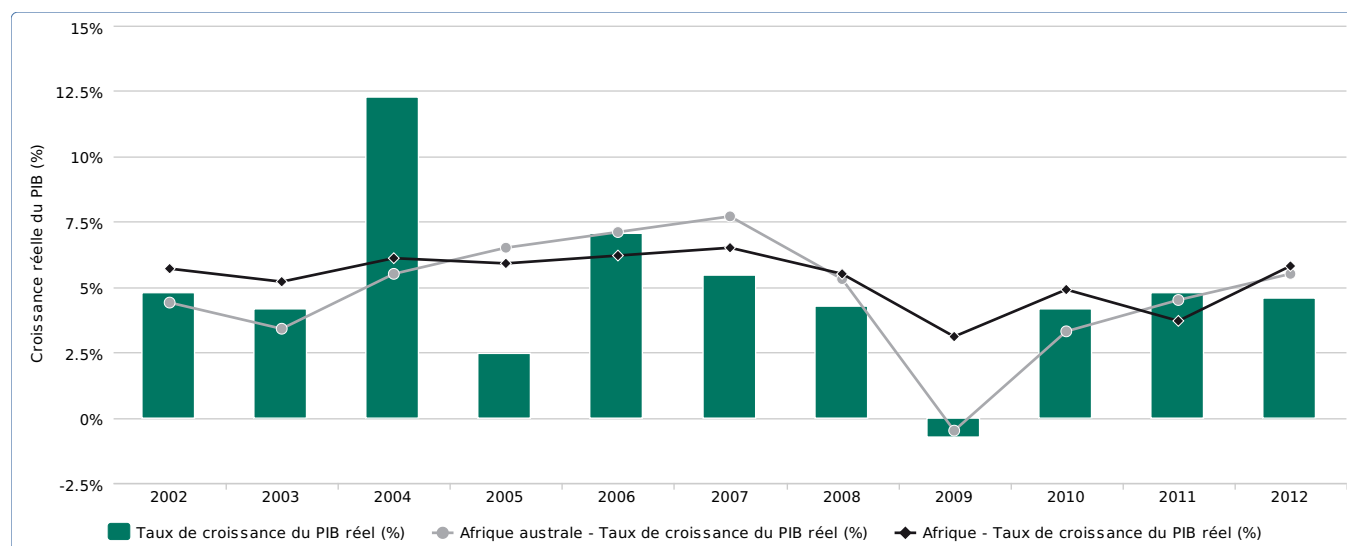
Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal avril (n)/mars(n+1).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414611>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412255>